

# **SAUVEGARDE DE L'ENFANT, DE L'ADOLESCENT ET DE L'ADULTE EN YVELINES**

**Association Loi 1901**

9 bis, avenue Jean Jaurès  
78000 VERSAILLES

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2025**

Le 10 juin 2026

# SAUVEGARDE DE L'ENFANT, DE L'ADOLESCENT ET DE L'ADULTE EN YVELINES

Exercice clos le 31 décembre 2025

## Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Aux Membres,

### OPINION

---

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de de l'Association SAUVEGARDE DE L'ENFANT, DE L'ADOLESCENT ET DE L'ADULTE EN YVELINES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

### FONDEMENT DE L'OPINION

---

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

#### *Observation*

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note figurant au paragraphe 2.2.4.1 « Changement de réglementation comptable » de l'annexe des comptes annuels qui expose le changement de méthode comptable relatif à l'application :

- du règlement ANC N° 2022-06 du 4 novembre 2022 modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général,
- ainsi que du règlement ANC 2023-03 du 7 juillet 2023 modifiant l'ANC 2018-06 du 5 décembre 2018, applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 ; ainsi que les incidences de la première application de ces règlements.

## **JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS**

---

En application des dispositions des Articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **VERIFICATIONS SPECIFIQUES**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier de l'Association et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de votre Association.

## **RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS**

---

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

## **RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS**

---

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Versailles, le 10 juin 2026.

  
**BDO IDF**  
**Représenté par Cora DENIS**  
**Commissaire aux Comptes**  
**Membre de la Compagnie Régionale de Versailles et du Centre**

# 1. ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2025

## 1.1.Le Bilan de l'Association au 31 décembre 2025

A C T I F		2025			2024
		Montant Brut	Amort. et prov.	Montant Net	Montant Net
Actif Immobilisé					
Immobilisations Incorporelles					
Frais d'établissement					
Autres Immobilisations incorporelles		1 397 082	712 389	684 693	333 546
Immobilisations Incorporelles en cours, avances et acomptes		340 176		340 176	237 137
Immobilisations Corporelles					
Terrains		1 545 098	350 950	1 194 148	1 225 215
Constructions		24 515 156	13 649 759	10 865 397	11 768 774
Installations techniques, matériel et outillage		539 919	357 486	182 433	115 500
Autres Immobilisations Corporelles		13 771 942	9 177 040	4 594 902	4 273 113
Immobilisations Corporelles en cours, avances et acomptes		373 579		373 579	442 350
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations Financières					
Participations et créances rattachées à des participations		1 019 310	199 800	819 510	919 410
Autres titres immobilisés		8 070 603		8 070 603	9 748 875
Prêts		5 520 147		5 520 147	685 834
Autres Immobilisations financières		380 954		380 954	368 334
TOTAL I		57 473 965	24 447 424	33 026 541	30 118 086
Actif circulant					
Stocks et en-cours		572		572	26 265
Avances et acomptes versés sur commande		58 745		58 745	81 495
Créances					
Créances redevables et comptes rattachés		3 801 937	597 961	3 203 976	3 319 734
Créances reçues par legs ou donations					439 153
Autres créances		5 999 531	531 675	5 467 856	10 558 797
Charges constatées d'avance		316 643		316 643	217 541
Valeurs mobilières de placement		314 334		314 334	314 334
Disponibilités		6 271 221		6 271 221	4 039 498
TOTAL II		16 762 984	1 129 636	15 633 348	18 996 819
Charges à répartir sur plusieurs exercices	TOTAL III				
Primes de remboursement des obligations	TOTAL IV				
Ecart de conversion (actif)	TOTAL V				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+)		74 236 949	25 577 060	48 659 889	49 114 904

P A S S I F	2025	2024
<b>Fonds propres</b>		
<b>Fonds associatifs sans droit de reprise</b>		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires	5 481 244	5 481 244
<b>Fonds associatifs avec droit de reprise</b>		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires	3 416	3 416
<b>Ecart de réévaluation</b>	429 514	429 514
<b>Réserves</b>		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	14 242 805	13 714 545
Autres réserves	3 076 748	2 720 593
<b>Report à nouveau</b>		
RAN associatif	137 266	233 872
RAN des activités sous gestion contrôlée par l'Autorité de Tarification	861 724	1 161 008
RAN constitué de charges dont la prise en compte par l'Autorité de Tarification est différée	-3 972 496	-3 507 720
RAN constitué de charges rejetées	-536 101	-545 329
<b>Résultat de l'exercice</b>	-973 734	102 497
<i>Situation nette - sous total</i>	<b>18 750 385</b>	<b>19 793 641</b>
<b>Autres fonds associatifs</b>		
<b>Fonds propres consommables</b>		
Subventions d'investissement	6 152 126	6 954 263
Provisions réglementées	2 695 289	2 646 530
<i>Sous Total</i>	<b>8 847 415</b>	<b>9 600 793</b>
<b>TOTAL I</b>	<b>27 597 800</b>	<b>29 394 433</b>
<b>Fonds reportés et dédiés</b>		
<b>Fonds dédiés</b>	4 500 911	3 666 763
<b>Fonds reportés liés aux legs ou donations</b>		
<b>TOTAL II</b>	<b>4 500 911</b>	<b>3 666 763</b>
<b>Provisions</b>		
<b>Provisions pour Risques</b>	3 598 166	2 178 111
<b>Provisions pour Charges</b>	1 483 123	1 859 120
<b>TOTAL III</b>	<b>5 081 288</b>	<b>4 037 231</b>
<b>Dettes</b>		
<b>Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit</b>	1 603 771	1 738 359
<b>Emprunts et dettes financières diverses</b>	69 583	86 735
<b>Avances et acomptes reçus sur commandes en cours</b>	4 679	
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>	1 604 661	1 594 478
<b>Dettes des legs ou donations</b>		
<b>Dettes sociales et fiscales</b>	6 954 799	7 267 101
<b>Dettes sur immobilisations et comptes rattachés</b>	137 799	350 921
<b>Autres dettes</b>	512 698	416 370
<b>Instruments de trésorerie</b>		
<b>Produits constatés d'avance</b>	591 901	562 512
<b>TOTAL IV</b>	<b>11 479 890</b>	<b>12 016 476</b>
<b>Ecart de conversion (passif)</b>	<b>TOTAL V</b>	
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>48 659 889</b>	<b>49 114 904</b>

## 1.2. Le Compte de résultat de l'Association au 31 décembre 2025

PRODUITS	2025	2024
<b>Produits d'exploitation</b>		
<b>Cotisations</b>	1 750	1 855
<b>Ventes de biens et services</b>		
- ventes de biens		
- ventes de prestations de service	2 420 708	2 685 336
<b>Production vendue</b>		
- prestations de services		
- divers		
<b>Production immobilisée</b>	86 441	70 853
<b>Produits de tiers financeurs</b>		
- concours publics et subventions d'exploitation	62 535 257	59 159 385
- Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
- ressources liées à la générosité du public	12 072	28 801
- quote part subvention investissement viré au résultat	645 686	
- contributions financières		
<b>Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions</b>	918 781	1 515 991
<b>Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles cédées</b>	147 525	
<b>Utilisation des fonds dédiés</b>	624 545	672 277
<b>Autres produits</b>	1 179 609	931 175
<b>TOTAL I</b>	<b>68 572 373</b>	<b>65 065 671</b>
<b>Produits financiers</b>		
<b>De participations et des immobilisations financières</b>	238 555	277 095
<b>Revenus des valeurs mobilière de placement, escomptes obtenus et autres produits financiers</b>	222 964	199 495
<b>Reprises sur dépréciations et provisions</b>		
<b>Différences positives de change</b>		
<b>Produits des cessions d'immobilisations financières cédées</b>		
<b>Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement</b>		
<b>TOTAL II</b>	<b>461 518</b>	<b>476 590</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		1 515 421
<b>TOTAL III</b>		<b>1 515 421</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>69 033 891</b>	<b>67 057 683</b>
<b>RESULTAT DEBITEUR = Déficit</b>	<b>973 734</b>	
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III)</b>	<b>70 007 625</b>	<b>67 057 683</b>

C H A R G E S	2025	2024
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Achats non stockés de matières et fournitures	2 256 273	2 426 216
Services extérieurs et autres	11 939 043	11 530 767
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés		
- sur rémunérations	3 189 652	3 185 830
- autres	211 974	228 719
<b>Charges de personnel</b>		
- salaires et traitements	30 235 109	29 996 666
- charges sociales	14 179 530	13 830 939
<b>Dotations aux amortissements et provisions</b>		
<i>Dotations aux amortissements :</i>		
- des immobilisations	2 530 558	2 390 001
<i>Dotations aux provisions :</i>		
- sur actif circulant	671 300	274 883
- pour risques et charges d'exploitation	1 924 414	1 287 847
<b>Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées</b>	180 127	
<b>Reports en fonds dédiés</b>	1 393 972	545 652
<b>Autres charges</b>	999 292	646 193
<b>TOTAL I</b>	<b>69 711 245</b>	<b>66 343 714</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations aux amortissements et provisions	99 900	99 900
Intérêts et charges assimilés	32 326	41 308
Différences négatives de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions valeurs mobil. de placement		
<b>TOTAL II</b>	<b>132 226</b>	<b>141 208</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>	54 371	358 672
<b>TOTAL III</b>	<b>54 371</b>	<b>358 672</b>
<b>Impôts sur les sociétés</b>	109 784	111 593
<b>TOTAL IV</b>	<b>109 784</b>	<b>111 593</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>70 007 625</b>	<b>66 955 186</b>
<b>RESULTAT CREDITEUR = Excédent</b>		<b>102 497</b>
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV)</b>	<b>70 007 625</b>	<b>67 057 683</b>



## 2. ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS

### 2.1.DESCRPTION DE L'OBJET SOCIAL, DES ACTIVITES ET DES MOYENS MIS EN OEUVRE

La Sauvegarde de l'Enfant, de l'Adolescent, et de l'Adulte en Yvelines (SEAY), est une association loi 1901 reconnue d'utilité publique, qui se mobilise depuis 1876, pour venir en soutien et en protection aux personnes en difficulté (enfants, adolescents et adultes). L'éducation, l'accès au logement, aux soins, à l'autonomie, à la culture, l'inclusion sociale et professionnelle sont ses priorités. Elle forme, par ailleurs, de nombreux professionnels et futurs professionnels aux métiers du secteur social et médico-social.

Chaque année la SEAY accompagne environ 6 000 personnes. Ses 36 établissements et services, sont répartis sur l'ensemble du territoire des Yvelines.

### 2.2.REGLES ET METHODES COMPTABLES

#### 2.2.1. Faits marquants

Le CPOM conclue avec la DDETS pour la période 2021.2025 est prorogé d'un an par avenant. Celui-ci prendra fin au 31 décembre 2026.

Le projet de dématérialisation des factures est engagé dès 2025, pour une mise en exploitation progressive à compter de septembre 2026.

La Sauvegarde des Yvelines reste en attente du financement du Ségur dit « pour tous » de la part du Conseil Départemental depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024, représentant 1,3 m€ au 31 décembre 2025.

Le Conseil d'Administration a pris la décision d'arrêter les projets d'exploitation des bâtiments acquis aux Mureaux en 2019 et à Rambouillet en 2024. Les couts engagés sont constatés en perte, et les comptes courants des SCI porteuses de ces bâtiments sont provisionnés à hauteur de leur situation nette négative.

L'ARS octroie des CNR à hauteur de 300 k€ pour la construction du semi-internat de l'ITEP sur le terrain de l'établissement. Ce financement couvre 40% du couts du projet.

***L'ensemble de ces évènements s'est déroulé dans le contexte de poursuite du processus de mise en conformité avec le Règlement Général de Protection des Données (RGPD).***

#### 2.2.2. Les évènements post clôture

Un Conseil d'Administration s'est tenu le 26 mai 2026, au cours duquel il a été décidé à la majorité des administrateurs d'engager une procédure à l'encontre de la Directrice Générale. Le Président et 3 administrateurs ont démissionné. Toutes les mesures nécessaires ont été prises afin de couvrir les risques opérationnels et juridiques, et se mettre en conformité avec les statuts pour la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire du 11 juin 2026.

Ces évènements intervenus postérieurement à la clôture n'ont pas d'incidence sur l'appréciation des comptes arrêtés au 31 décembre 2025.

#### 2.2.3. Perspectives

Dans un contexte de général de transformations dans le secteur médico-social :

- Plan de transformation des ESAT (2022-2030)
- Réforme des diplômes du travail social (septembre 2026)
- Réforme de la tarification des CHRS (2027)
- Négociation du CPOM avec la DDETS (2027-2031)
- Transformation de l'offre médico-sociale et réforme de la tarification Seraphin PH (en projet 2027)
- Puis à venir, la réforme de la tarification des CMPP et la refonte de la protection de l'enfance.

La Sauvegarde des Yvelines met en œuvre ses projets de développements internes en réponse aux obligations et évolutions réglementaires :

- Finalisation du déploiement du Dossier de la Personne Accompagnées (DIPA)
- Mise en place de la facturation électronique (septembre 2026)
- Evaluations externes (2026-2027)

#### 2.2.4. Principes généraux et référentiel comptable

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2025 sont caractérisés par les données suivantes :

- |                     |           |
|---------------------|-----------|
| • Total du bilan    | 48 660 k€ |
| • Total des charges | 70 008 k€ |

L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 au 31 décembre 2025.

Les comptes annuels de l'exercice au 31 décembre 2025 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels, du règlement ANC n°2018-06, modifié par le règlement ANC n°2023.03 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Il a été fait application des dispositions particulières résultant :

- Règlement de l'Autorité des normes comptables (ANC) n°2019-04: relatif aux règles comptables applicables aux établissements et services privés sociaux et médico -sociaux relevant de l'article R. 314-1 du code de l'action sociale et des familles appliquant l'instruction budgétaire et comptable M22, ainsi qu'aux associations et fondations gestionnaires des établissements sociaux et médico-sociaux privés qui appliquent les règlements n°99-01 et n°99-03 du CRC ;
- Règlement de l'Autorité des normes comptables (ANC) n°2018-06 pour fixer le cadre comptable du secteur non lucratif.

Les changements de réglementation entrés en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2025 ont été considérés dans les comptes annuels 2025 :

- Règlement ANC n°2022-06 modifiant le règlement ANC n°2014-03
- Règlement ANC n°2023-03 modifiant le règlement ANC n°2018-06

Les données relatives à l'exercice 2024 n'ont pas été retraitées, en dehors des modifications nécessaires pour se conformer aux nouveaux modèles de bilan et de compte de résultat.

#### 2.2.4.1 Changement de réglementation comptable

Le règlement ANC n° 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2025. Ainsi, la SEAY présente ses états financiers conformément aux dispositions et aux modèles figurant dans ledit règlement.

#### ***Changements de réglementation appliqués***

Les principaux impacts sont :

- Résultat exceptionnel :
  - Les cessions/sorties d'immobilisations sont dans le résultat d'exploitation ou dans le résultat financier s'il s'agit d'immobilisations financières ;
  - Les quotes parts de subventions d'investissement sont dans le résultat d'exploitation ;
  - Le périmètre du résultat exceptionnel est réduit aux événements majeurs et significatifs, les autres événements sont traduits dans le résultat d'exploitation.
- Suppression des transferts de charge :
  - Refacturations diverses ;
  - Remboursement reçus en compensation de charges de personnel ;
  - Indemnités d'assurances reçues.

#### ***Changement de présentation***

- Présentation du compte de résultat
  - Le résultat exceptionnel est synthétisé sur 2 lignes « charges et produits exceptionnels » dans le compte de résultat ;
  - Les transferts de charges N-1 ont été regroupés sur la ligne « reprise sur amortissements, dépréciations et provisions ».
- Présentation du bilan :
  - Les charges constatées d'avance sont totalisées dans les créances ;
  - Les avances et acomptes sont regroupés dans les immobilisations en cours (corporelles ou incorporelles).

#### 2.2.5. Règles et méthodes comptables relatives aux postes du bilan - ACTIF

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. La dépréciation des éléments du bilan est prise en compte le cas échéant par l'intermédiaire de provisions spécifiques.

#### ***Immobilisations incorporelles***

Les immobilisations incorporelles enregistrent l'acquisition des droits d'utilisation des logiciels de gestion amortis sur une durée de 3 à 5 ans.

#### ***Immobilisations corporelles***

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

- Bâtiments & constructions 30 ans à 50 ans
- Agencements & installations 10 ans à 30 ans
- Matériels et outillages 5 ans à 10 ans
- Matériels de transport 6 ans
- Mobilier 5 ans à 10 ans
- Matériels de bureau 5 ans à 10 ans
- Matériels informatiques 3 ans

### Filiales et participations

	Capital (6)	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats (6) (10)	Quote-part du capital détenue (en pourcentage)	Valeurs comptables des titres détenus (7) (8)		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés (7) (9)	Montant des cautions et avals donnés par la société (7)	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé (7) (10)	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos) (7) (10)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice (7)
				Brute	Nette					
<b>A. Renseignements détaillés concernant les filiales et les participations ci-dessus (2) (3).</b>	<b>1 020 100</b>			<b>1 018 700</b>		<b>7 035 474</b>		<b>927 202</b>	<b>-554 688</b>	
1. Filiales (+ de 50 % du capital détenu par la société).										
Filiales (SCI 1 BIS RUE LOUIS MASSOTTE A BUC)	100 000	0	99.5%	99 500	0	0	0	205 567	-9 902	0
Filiales (SCI JAURES KESSEL)	100 000	0	99.5%	99 500	0	150 296	0	103 622	5 178	0
Filiales (SCI MERMOZ CHANTIERS)	100 000	0	99.9%	99 900	0	4 703 455	0	507 781	-387 766	0
Filiales (SCI BRIAND LES MUREAUX)	100 000	0	99.9%	99 900	0	533 000	0	0	-112 646	0
Filiales (SCI DU MANTOIS)	100 000	0	99.9%	99 900	0	1 648 724	0	89 883	-40 273	0
Filiales (SCI FORGEZ)	520 100	0	100.0%	520 000	0	0	0	20 349	-9 278	0
2. Participations (à détailler) (10 à 50 % du capital détenu par la société).	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>B. Renseignements globaux concernant les autres filiales ou participations.</b>										
1. Filiales non reprises au § A.										
a. Filiales françaises (ensemble)				0	0	0	0			0
b. Filiales étrangères (ensemble) (4)				0	0	0	0			0
2. Participations non reprises au § A.										
a. Dans des sociétés françaises				0	0	0	0			0
b. Dans des sociétés étrangères (ensemble)				0	0	0	0			0

#### La SCI 1 Bis rue Louis Massotte, filiale à hauteur de 99.50% de l'association

La SCI dégage un déficit de -10 k€ en 2025. Des loyers ont été perçus pour la période de janvier à décembre 2025 pour 206 k€ conformément au bail.

#### La SCI Jaurès Kessel, filiale à hauteur de 99.50% de l'association

La SCI dégage un excédent de 5 k€ en 2025. Des loyers ont été perçus pour la période de janvier à décembre 2025 pour 104 k€ conformément au bail. Une avance de trésorerie consentie sur les fonds propres de l'association en 2016 pour 150 k€ est maintenue au bilan en 2025. Cette avance ne sera pas rémunérée.

#### La SCI Mermoz Chantiers, filiale à hauteur de 99.90% de l'association

La SCI dégage un déficit de -388 k€ en 2025. Des loyers ont été comptabilisés pour la période de janvier à décembre 2025 pour 508 k€ conformément au bail. Une avance de trésorerie est consentie sur les fonds propres de l'association en 2019 pour 2 114 k€ et un remboursement de 500 k€ a eu lieu en 2024. Cette avance n'est pas rémunérée.

Une avance de trésorerie a été consentie sur les fonds propres de l'association en 2024 pour 3 000 k€, pour permettre le financement de l'acquisition d'un local commercial à usage d'hôtel à Rambouillet. Cette avance fait l'objet d'une rémunération au taux de 3%. Remboursement des intérêts de 89 k€ en 2025.

L'avance de trésorerie accordée à la SCI Mermoz Chantiers a été reclassée en immobilisations financières au 31/12/2025.

Suite à la décision d'arrêt du projet à Rambouillet, les parts de SCI et le compte courant avec la Sauvegarde sont provisionnés dans les comptes de la Sauvegarde à hauteur du résultat négatif de cette opération au 31 décembre 2025, soit 440 k€.

#### **La SCI Briand Les Mureaux, filiale à hauteur de 99.90% de l'association**

La SCI dégage un déficit de -113 k€ en 2025. Aucun loyer n'a été perçu pour la période de janvier à décembre 2025. Une avance de trésorerie est consentie sur les fonds propres de l'association pour 133 k€ en 2019 et pour 100 K€ en 2022. Cette avance ne sera pas rémunérée.

Une avance de trésorerie a été consentie sur les fonds propres de l'association en 2024 pour 300 k€. Cette avance fait l'objet d'une rémunération au taux de 3%. Le remboursement interviendra à compter du 31 mars 2026.

Suite à la décision d'arrêt du projet de construction / rénovation du bâtiment, les coûts ont été provisionnés dans la SCI. Les parts de SCI et le compte courant avec la Sauvegarde sont provisionnés dans les comptes de la Sauvegarde à hauteur des capitaux propres négatifs au 31 décembre 2025, soit 292 k€.

#### **La SCI Du Mantois, filiale à hauteur de 99.90% de l'association**

La SCI dégage un déficit de -40 k€ en 2025. Des loyers ont été perçus pour la période de janvier à décembre 2025 pour 90 k€ conformément au bail. Une avance de trésorerie est consentie par le Bureau de l'association pour 1 509 k€ (délibération du 15 octobre 2022), dont 1 000 k€ font l'objet d'une rémunération au taux de 1.49%. Remboursement de capital de 44 k€ sur 2025 et intérêts de 14 k€ en 2025.

#### **La SCI Forgez, filiale à hauteur de 100% de l'association**

La SCI Forgez est créée en novembre 2023. La SCI dégage un déficit de -9 k€ en 2025. Des loyers ont été perçus pour la période de janvier à décembre 2025 pour 20 k€ conformément au bail.

### **2.2.6. Règles et méthodes comptables relatives aux postes du Bilan - PASSIF**

#### ***Fonds propres***

Les fonds propres comprennent notamment :

#### **Les valeurs du patrimoine intégré**

Elles correspondent au montant calculé par différence entre l'actif et le passif pour l'établissement du premier bilan de l'association lors du passage d'une comptabilité « recettes/dépenses » à une comptabilité d'engagement. Ces opérations se sont réalisées dans l'association lors de l'application du plan comptable 1957.

#### **Les subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables par l'organisme**

Ces subventions sont maintenues au passif du bilan dans les fonds associatifs avec ou sans droit de reprise. Celles-ci sont considérées comme des apports en capital, à maintenir durablement au bilan.

#### **Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés**

Les legs et donations sont enregistrés à la date de transfert de propriété pour les immeubles. Par assimilation, les immeubles ou terrains acquis au moyen du produit de legs financiers sont traités selon la même méthode.

## **Report à nouveau sous contrôle des financeurs**

Les résultats sous contrôles de tiers financeurs sont comptabilisés en Report à nouveau des activités sous gestion contrôlée par l'Autorité de Tarification. La majorité des établissements et services sont sous contrôle des financeurs. Ils sont soumis à des règles de fonctionnement propres à la réglementation publique, traduits dans les comptes administratifs / Etat Réalisé des Recettes et des Dépenses (ERRD) qui servent de base à leur financement. Les soldes excédentaires ou déficitaires concernant ces établissements et services sont, en principe, repris par les financeurs en N+1 ou N+2. Ils sont donc assimilés à des dettes et des créances à leur égard et n'entrent pas dans le résultat acquis à l'association. Toutefois, à la clôture de l'exercice ils restent inscrits dans le compte de résultat.

Dans le cadre des Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens, le principe de libre affectation du résultat par l'organisme gestionnaire s'applique, dans la limite de 5% de la base reconductible, et dans le respect des principes d'affectation prioritaire : compensation des déficits, financement des investissements, compensation des charges d'amortissement, réserves de trésorerie, report à nouveau excédentaire.

Les charges à financement différé correspondent au report de dettes pour congés à payer, des provisions pour retraites, pour Compte Epargne Temps et pour litiges. Elles ne sont, en général, pas admises dans les comptes administratifs / ERRD soumis au contrôle des financeurs, et sont intégrées dans les comptes agrégés de l'association.

### ***Autres fonds Associatifs***

Ces fonds comprennent notamment :

#### **Subventions d'investissement sur biens non renouvelables par l'organisme**

Sont inscrites à ce poste, les subventions reçues utilisées pour l'acquisition d'un actif, dont le renouvellement n'est pas envisagé. L'association inscrit à ce compte principalement, les subventions « taxes d'apprentissage » reçues par les établissements habilités à la percevoir, ainsi que les subventions d'investissement pour des travaux. Celles-ci font l'objet d'une reprise au résultat, en produit d'exploitation, proportionnellement à la dotation aux amortissements et sur la durée de vie des biens qu'elles financent.

### ***Méthodes de valorisation des provisions pour risques et charges***

#### **Provisions liées aux retraites**

Conformément à l'avis N°00-A du 6 juillet 2000 du comité d'urgence du CNC, l'association a opté pour la possibilité de comptabilisation partielle des engagements retraites.

Les indemnités de départ à la retraite sont prises en compte :

- D'une part, sous forme d'une dotation aux provisions inscrite au compte de résultat pour son montant cumulé au passif du bilan. Ce montant correspond aux indemnités dues aux salariés âgés de 59 ans et plus ;
- D'autre part, sous forme d'un engagement hors bilan pour les sommes dues aux autres salariés dont les indemnités n'ont pas fait l'objet de la provision précitée. (Cf. 2.5.1)

#### **Provisions liées aux litiges**

L'ensemble des événements concernant les dossiers prudhommaux survenant après le 31 janvier N+1, date d'arrêté des comptes dans les établissements, sont constatés sur l'exercice suivant.

## ***Méthode de valorisation de cotisations du Contrat Collectif de Prévoyance CPM – BUC ressources***

Il n'y a pas eu de modification par rapport aux exercices précédents.

### **2.2.7. Règles et méthodes comptables relatives aux postes du compte de résultat**

#### ***Subventions de fonctionnement***

Les subventions d'exploitation sont traitées conformément aux dispositions du règlement 99-01 du Comité de la réglementation comptable et à l'ANC 2018-06.

La fraction attribuée au titre des exercices futurs est inscrite en « Produits constatés d'avance ».

L'octroi de la subvention est formalisé par la signature de conventions ou arrêtés entre les financeurs et l'association bénéficiaire qui peuvent contenir :

- des conditions suspensives relatives à la mise en place et aux versements des subventions
- des conditions résolutoires relatives à la non-utilisation des fonds ou à leur utilisation à des fins autres que celles pour lesquelles ils ont été versés.

Une subvention assortie d'une condition suspensive non levée n'est pas acquise et n'est pas enregistrée en produit.

En revanche, la condition résolutoire ne suspend pas l'enregistrement de la subvention qui se trouve acquise dès la décision d'octroi.

#### ***Produits des séjours***

Ce compte enregistre les opérations des frais de séjour de tous les établissements et services concernés. Il comprend :

- Les journées facturées,
- Les journées réalisées en attente de facturation.

## 2.3.NOTES RELATIVES AU BILAN ACTIF

IMMOBILISATIONS		VALEUR BRUTE DEBUT EXERCICE	ACQUISITIONS	CESSIONS	RECLASSEMENT	VALEUR BRUTE FIN d'exercice
INCORPORELLES	FRAIS ETABLISSEMENT					
	<b>TOTAL 1</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-</b>	<b>0</b>
	Autres immobilisations incorporelles	1 103 452	52 042	-177 881	419 468	1 397 082
	Immo. En cours incorporelles	237 137	558 350	-26 213	429 098	340 176
	<b>TOTAL 2</b>	<b>1 340 590</b>	<b>610 392</b>	<b>-204 094</b>	<b>9 630</b>	<b>1 737 258</b>
CORPORELLES	TERRAINS	989 633	0	0		989 633
	AGCTS TERRAIN	555 465	0	0		555 465
	CONSTRUCTIONS	5 806 229	2 949	0		5 809 178
	INSTALL. GENER. AGENCEMENT CONSTRUC.	18 591 769	135 083	-89 489	68 616	18 705 978
	INSTALLATIONS TECHNIQUES, OUTILLAGE	441 418	53 806	0	44 696	539 919
	AMENAGEMENT ET INSTALLATIONS DIVERSES	0				0
	MATERIEL TRANSPORT	4 289 040	1 118 363	-561 467	25 553	4 871 489
	MAT BUREAU & MOBILIER	3 087 539	198 702	-179 164	1 680	3 108 758
	INFORMATIQUE	2 152 387	155 795	-229 584	13 873	2 092 471
	AUTRES-TAXE APP	3 700 588	193 485	-196 513	1 665	3 699 225
	IMMO . CORPORELLES EN COURS	442 350	261 924	-184 242	146 452	373 579
	<b>TOTAL 3</b>	<b>40 056 418</b>	<b>2 120 106</b>	<b>-1 440 459</b>	<b>9 630</b>	<b>40 745 695</b>
FINANCIERES	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES	1 019 310	0			1 019 310
	AUTRES TITRES IMMO.	9 748 875	3 515 605	-5 193 877		8 070 603
	PRETS ET AUTRES IMMO FINANCIERES	1 054 167	4 859 466	-12 533		5 901 100
	<b>TOTAL 4</b>	<b>11 822 352</b>	<b>8 375 071</b>	<b>-5 206 410</b>	<b>-</b>	<b>14 991 013</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>53 219 359</b>	<b>11 105 570</b>	<b>-6 850 963</b>	<b>-</b>	<b>57 473 965</b>

AMORTISSEMENTS		AMORT.CUMULES DEBUT d'exercice	DOTATIONS exercice	DIMINUTION exercice	AMORT.CUMULES FIN d'exercice
INCORPORELLES	Frais d'établissement	0			0
	<b>TOTAL 1</b>	<b>0</b>			<b>0</b>
	Autres immobilisations incorporelles	769 907	108 444	165 961	712 389
	<b>TOTAL 2</b>	<b>769 907</b>	<b>108 444</b>	<b>165 961</b>	<b>712 389</b>
CORPORELLES	Terrains	0	0	0	0
	Agcts Amen Terrains	319 883	31 067	0	350 950
	Constructions	3 263 105	134 102	0	3 397 207
	Installations générales et agencement construction	9 366 118	963 990	77 556	10 252 552
	Installations techniques, matériel et outillage	325 918	31 568	0	357 486
	Aménagement et installations diverses	0	0	0	0
	Matériel de transport	2 460 670	620 447	487 224	2 593 893
	Matériel de bureau & mobilier	2 525 219	178 529	178 867	2 524 880
	Informatique	1 501 542	222 972	198 361	1 526 153
	AUTRES-taxe app	2 469 012	239 439	176 337	2 532 115
	<b>TOTAL 3</b>	<b>22 231 467</b>	<b>2 422 114</b>	<b>1 118 346</b>	<b>23 535 235</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>		<b>23 001 373</b>	<b>2 530 558</b>	<b>1 284 307</b>	<b>24 247 624</b>



### 2.3.1 Immobilisations incorporelles et Amortissements

Les investissements de la période portent sur l'intégration des mises à jour et développements des logiciels applicatifs.

Les immobilisations incorporelles en cours s'élèvent à 340 k€ au titre du Dossier Informatisé de la Personne Accueillie (DIPA) et de l'évolution en cours du système d'information RH.

Le DIPA a été immobilisé pour 272 k€ en 2025, au titre de la phase 2 & 3. Le logiciel Gammeo (pilotage de la maintenance et entretien des bâtiments) a, quant à lui, été immobilisé pour 12 k€. Le SIRH a été immobilisé au 1<sup>er</sup> juillet 2025 pour 122 k€.

### 2.3.2 Immobilisations corporelles et Amortissements

Les acquisitions de la période s'élèvent à 2 120 k€, et l'activation des immobilisations en cours s'élève à 156 k€. Les investissements portent essentiellement sur :

- Des travaux de transformation, rénovation et remise en état ou en conformité des sites pour 204 k€ ;
- L'acquisition de véhicules pour 1 144 k€ ;
- Du matériel informatique pour 170 k€ ;
- Des immobilisations en cours pour 425 k€, en lien avec la gestion du patrimoine immobilier.

### 2.3.3 Immobilisations financières

Les immobilisations financières comprennent principalement :

- les dépôts de garantie et cautionnements versés pour 381 k€
- les titres des SCI pour 1 019 k€
- les titres immobilisés pour 1 504 k€
- les Compte Epargne Temps (CET) placés pour 900 k€
- les fonds communs de placement à moyen et long terme 327 k€
- le prêt effort construction pour 817 k€
- les comptes à terme placés pour 1 000 k€
- des produits structurés pour 4 340 k€
- le compte courant de la SCI Mermoz Chantier de 4 703 k€
- diminué de la provision sur les titres de la SCI Briand Les Mureaux et de la SCI Mermoz Chantiers de 200 k€.

### 2.3.4 Placements Financiers

Ceux-ci font l'objet d'une dépréciation si la valeur d'inventaire devient inférieure à la valeur comptable à la clôture.

Les valeurs mobilières de placements sont évaluées selon la méthode du coût moyen pondéré lors de la vente et concernent principalement des SICAV placées au CIC.

Les placements au 31 décembre 2025 sont les suivants :

K€	Placements 2024	Placements 2025	+/- Value latente	Produits 2025
Livrets	110.8	119.1	0.0	9.3
Titres sur CA	899.7	899.7	109.9	12.5
Titres portés par Optifinance	500.0	500.0	48.8	0.0
Titres portés par UGP	500.0	500.0	0.0	0.0
Titres portés par Allianz	499.5	499.5	32.6	0.0
Comptes à Terme	2 000.0	1 000.0	0.0	66.0
Produits structurés	5 020.0	4 340.0	99.2	119.1
Sicav	314.3	314.3	26.8	0.0
Bons à Moyen Terme	0.0	0.0	0.0	0.0
Livrets	888.3	53.2	0.0	14.9
Parts sociales	325.1	326.8	0.0	6.2
<b>Total placements</b>	<b>11 057.7</b>	<b>8 552.7</b>	<b>317.2</b>	<b>228.0</b>

### 2.3.5 Etat des créances et des dettes

Au moment de leur entrée dans le bilan les créances ont été évaluées à leur valeur nominale.

CREANCES		MONTANT	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF	
			à 1 an au plus	à plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBIL ISE	CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS			
	PRETS	5 520 147		5 520 147
	AUTRES IMMO.FINANCIERES	380 954		380 954
DE L'ACTIF CIRCULANT	AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR COMMANDES	58 745	58 745	
	REDEVABLES et COMPTES RATTACHES	3 203 976	3 203 976	
	USAGERS COMP. RATTACHES			
	AUTRES CREANCES	5 467 856	5 282 457	185 399
	CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	316 643	316 643	
TOTAL		14 948 320	8 861 821	6 086 499

Le poste « Autres créances » couvre les avances faites aux SCI (cf. *Filiales et participations*) ainsi que les avances faites à l'ASY pour 77 k€ et à l'ISY pour 108 k€.

L'avance consentie à la SCI Mermoz Chantiers a été reclassée parmi les créances exigibles à plus d'un an.

DETTE	MONTANT	DEGRE D'EXIGIBILITE		
		1 AN au plus	1 AN à 5 ANS	A + DE 5 ANS
EMPRUNTS OBLIGATAIRES				
EMPRUNTS ET DETTES ETABLISSEMENT DE CREDIT	1 603 771	122 027	492 162	989 582
EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS	69 583	5 844	63 739	
AVANCES & ACOMPTES SUR COMMANDES	4 679	4 679		
FOURNISSEURS et COMPTES RATTACHES	1 604 661	1 604 661		
DETTE FISCALE ET SOCIALES	6 954 799	6 954 799		
DETTE SUR IMMO ET COMPTES RATTACHES	137 799	137 799		
DEPOTS DES HEBERGES		0		
AUTRES DETTES	512 698	512 698		
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	591 901	462 167	28 985	100 749
<b>TOTAL</b>	<b>11 479 890</b>	<b>9 804 673</b>	<b>584 885</b>	<b>1 090 331</b>

### 2.3.6 Produits à recevoir

DOTATIONS GLOBALES	Montant accordé	Acomptes recus	A recevoir
ARS	15 168 662	14 632 630	536 031
CD78	28 661 658	28 661 658	-
DDETS	4 159 302	4 159 302	-
PJJ	1 691 961	1 691 961	93 204
<b>TOTAL</b>	<b>49 681 583</b>	<b>49 145 551</b>	<b>629 235</b>

SUBVENTIONS	Montant accordé	Acomptes recus	A recevoir
Région	4 313 846	4 313 846	-
DDETS	3 129 599	3 013 104	116 495
CD78	2 454	2 454	-
MAIRIE CSP	115 660	115 660	
MAIRIE CSH	198 000	198 000	
CAF	732 098	586 654	145 443
PJJ	63 000	12 000	51 000
ERASMUS	269 500	112 974	156 526
DRAC	52 515	52 515	-
COUR APPEL	32 991	32 991	-
QP SUBV INVEST	645 686	645 686	
SQY	80 323	80 323	
ARS	499 970	498 818	1 152
ASY	999 981	-	999 981
AUTRES	30 259	30 059	200
<b>TOTAL</b>	<b>11 165 882</b>	<b>9 695 085</b>	<b>1 470 797</b>

Les subventions accordées par convention au cours de l'exercice peuvent concerner plusieurs exercices civils et peuvent, par conséquent, être différentes des produits comptabilisés.

## 2.4 NOTE RELATIVE AU BILAN PASSIF

### 2.4.1 Fonds propres

Variation des fonds propres	Solde au début de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Solde à la fin de l'exercice
Fonds associatifs sans droit de reprise	5 481 244		0		5 481 244
<i>Fonds propres statutaires</i>	0				0
<i>Fonds propres complémentaires</i>	5 481 244		0		5 481 244
<i>Dons et legs</i>					
<i>Subvention d'investissement sur biens renouvelables</i>					
<i>Ecart de réévaluation</i>					
Fonds associatifs avec droit de reprise	3 416		0	0	3 416
Ecart de réévaluation	429 514		0	0	429 514
Réserves	16 435 138	360 111	853 368	-329 065	17 319 552
<i>Réserves pour projet de l'entité</i>	13 714 545		691 611	-163 352	14 242 805
<i>Autres réserves</i>	2 720 593	360 111	161 757	-165 713	3 076 748
<i>Excédents affectés à l'investissement</i>					
<i>Réserve de compensation</i>					
<i>Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement</i>					
Report à nouveau	-2 658 168	-257 614	2 804 840	-3 398 665	-3 509 608
<i>RAN associatif</i>	233 872	-158 276	271 012	-209 343	137 266
<i>RAN constitué de charges rejetées</i>	-545 329	0	361 695	-352 467	-536 101
<i>RAN des activités sous gestion contrôlée par l'Autorité de Tarification</i>	1 161 008	-213 345	1 956 949	-2 042 889	861 724
<i>RAN constitué de charges dont la prise en compte par l'Autorité de Tarification est différée</i>	-3 507 720	114 006	215 184	-793 966	-3 972 496
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou inopposables aux financeurs	0		0	0	0
Excédent ou déficit de l'exercice	102 497	-102 497	-973 734	0	-973 734
<b>Situation nette - sous total</b>	<b>19 793 641</b>	<b>0</b>	<b>2 684 475</b>	<b>-3 727 731</b>	<b>18 750 385</b>
Fonds propres consommables	9 600 793		168 233	-921 612	8 847 415
<i>Subventions d'investissement</i>	6 954 263		112 876	-915 013	6 152 126
<i>Provisions réglementées</i>	2 646 530		55 357	-6 598	2 695 289
<b>Sous Total</b>	<b>9 600 793</b>	<b>0</b>	<b>168 233</b>	<b>-921 612</b>	<b>8 847 415</b>
<b>TOTAL</b>	<b>29 394 433</b>	<b>0</b>	<b>2 852 708</b>	<b>-4 649 342</b>	<b>27 597 800</b>

### Réserves

#### L'augmentation des réserves de 1 213 k€ s'explique par :

L'affectation par les financeurs sur les résultats antérieurs de 626 k€ en réserve de compensation des déficits ;

L'affectation par les financeurs sur les résultats antérieurs de 65 k€ en réserve de compensation de charges d'amortissement ;

L'affectation de la part du résultat réalisé sur le périmètre du CPOM ARS affectée en projet associatif pour 162 k€ ;

L'affectation des salaires de remplacement pour 70 k€ et des produits financiers pour 310 k€ par l'Assemblée Générale.

#### La diminution des réserves de 329 k€ s'explique par :

La reprise par les financeurs sur les résultats antérieurs de 13 k€ en réserve de compensation des déficits ;

La reprise des réserves pour compensation des charges d'amortissement pour un montant de 150 k€ ;

La reprise sur les projets financés par l'affectation des résultats des exercices antérieurs sur le périmètre du CPOM avec l'ARS pour 166 k€ et sur les projets financés par le crédit d'impôt de taxe sur les salaires (CITS) pour 20 k€.

### Report à nouveau

**Tableau explicatif du Report à nouveau sur 5 ans des Autres activités**

	2021	2022	2023	2024	2025
	Résultat	Résultat	Résultat	Résultat	Résultat
<b>Autres Activités</b>					
Report à nouveau Buc Ressources	81 248	113 873	216 235	350 243	392 127
Report à nouveau Eurydice	51 789	32 646	51 990	49 750	59 154
Report à nouveau Fonds Propres+ Ecriture Conso	-870 029	-1 209 851	-1 947 583	-813 002	-1 176 238
Report à nouveau activités scolaires BEL AIR	1 883	1 831	1 976	1 911	1 629
Report à nouveau Chantiers Ecole ( Nvlles Charmilles)	93 485	93 526	98 200	102 546	105 265
<b>TOTAL Autres Activités</b>	<b>-641 625</b>	<b>-967 974</b>	<b>-1 579 181</b>	<b>-308 553</b>	<b>-618 064</b>
Report à nouveau Gestion contrôlée	428 672	558 716	1 227 923	957 613	821 304
Charges refusées par les financeurs	-50 999	-80 976	-80 976	-545 329	-536 101
<b>TOTAL Gestion Contrôlée</b>	<b>377 673</b>	<b>477 740</b>	<b>1 146 946</b>	<b>412 284</b>	<b>285 203</b>
<b>Total</b>	<b>-263 952</b>	<b>-490 234</b>	<b>-432 235</b>	<b>103 731</b>	<b>-332 861</b>

**Tableau explicatif du Report à nouveau sur 5 ans des activités sous contrôle de Tiers Financeurs**

Résultat sous contrôle de tiers financeurs					
Nature du Report à nouveau	2021	2022	2023	2024	2025
Report à nouveau affecté à l'exercice en cours à la réduction ou à l'augmentation des charges d'exploitation	189 803	63 749	54 719	173 263	-299 933
Report à nouveau affecté dans les exercices suivants à la réduction ou à l'augmentation des charges d'exploitation	-428 436	-117 304	-460 447	50 885	1 387 534
Résultats non affectés par les autorités tarifaires	73 843	-166 532	877 422	191 040	-1 021 628
Report à nouveau: excédent affecté au financement des mesures d'exploitation	0	7 560	5 000	0	0
Report à nouveau affecté dans les exercices suivants au financement des mesures d'exploitation	662 924	1 170 821	745 821	745 821	795 749
Report à nouveau en attente de financement ( Provisions congés à payer)	-2 813 583	-3 145 436	-3 001 797	-3 154 644	-3 282 579
Report à nouveau en attente de financement (Provisions retraites,litiges, CET)	-978 499	-1 174 041	-885 591	-535 959	-728 025
Report à nouveau en attente de financement (autres provisions)	186 150	199 252	199 252	182 883	38 108
<b>Total</b>	<b>-3 107 798</b>	<b>-3 161 931</b>	<b>-2 465 621</b>	<b>-2 346 712</b>	<b>-3 110 772</b>

## 2.4.2 Autres fonds associatifs

Variation des fonds propres	Solde au début de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation de l'exercice	Diminution de l'exercice	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres consommables	9 600 793		168 233	-921 612	8 847 415
Subventions d'investissement	6 954 263		112 876	-915 013	6 152 126
Provisions réglementées	2 646 530		55 357	-6 598	2 695 289
<b>Sous Total</b>	<b>9 600 793</b>	<b>0</b>	<b>168 233</b>	<b>-921 612</b>	<b>8 847 415</b>

Les mouvements constatés au compte « subventions d'investissement » s'expliquent principalement par :

### **Augmentation de l'exercice**

- 58 k€ de subvention ESMS Numérique de l'ARS ;
- 36 k€ au titre de la taxe d'apprentissage perçue ;
- 17 k€ au titre de subvention perçue de la région pour des travaux à Buc ;
- Autres : 2k€

### **Diminution de l'exercice**

- 269 k€ d'annulation de subvention 2019 du CD78 pour le DIPA et les travaux ;
- Reprise de quote part de subvention d'investissement pour 646 k€.

Les variations constatées au compte « provisions réglementées » s'expliquent par :

- Des plus ou moins-values de cessions pour 49 k€.

## Résultats Budgétaires par Etablissements et par Services

2025	RÉSULTAT COMPTABLE	Résultat N-2 & Rejet de Pdt (PF)	Compensation charges d'amortissement C/106857	Mesures Exploitations Nouvelles C/115030	Projets associatifs C/106880	RÉSULTAT ECONOMIQUE	REJET PROV CREANCES DOUTEUSES	DOTATION PROVISION RETRAITE	CONGES PAYES	RÉSULTAT ADMINISTRATIF PROVISOIRE
REGUL CONSO	- 198 355.51				14 607.00	- 183 748.51				- 183 748.51
FONDS PROPRES	- 1 163 879.82					- 1 163 879.82				- 1 163 879.82
SIEGE	54 972.71		573.00	6 600.00		62 145.71			- 5 476.28	56 669.43
LES MARRONNIERS	- 25 369.29	-	10 782.45			- 14 586.84		22 670.95	- 6 877.89	1 206.22
NOUV CHARMILLES - FOYER	- 63 548.51	-	7 363.15	21 420.00		- 34 765.36		1 104.45	27 989.45	- 5 671.46
S/TOTAL Hebergement - Situations Comple	- 88 917.80	-	18 145.60	21 420.00		- 49 352.20	-	23 775.40	21 111.56	- 4 465.24
SAVA - SEMI-AUTONOMIE	- 42 485.88		-	-	-	- 42 485.88		3 158.86	- 8 203.75	- 47 530.77
NOUV CHARMILLES - SEMI-AUTONOMIE	202 751.22		-	-	-	202 751.22		8 749.45	- 13 458.28	198 042.39
EMERGENCE - SEMI AUTONOMIE	- 186 002.25	-	1 779.98			- 184 222.27	33 993.44	9 062.68	- 8 844.70	- 150 010.85
S/TOTAL Semi Autonomie - Situations Compo	- 25 736.91	-	1 779.98	-		- 23 956.93	33 993.44	20 970.99	- 30 506.73	500.77
LATITUDES 78	49 120.58	-	-			49 120.58			467.03	49 587.61
S/TOTAL Situations Complexes	49 120.58	-	-	-		49 120.58	-	-	467.03	49 587.61
LES MARRONNIERS - Ecole Interne	105 192.28	-	-			105 192.28			2 202.44	107 394.72
EMERGENCE - SEPJ	- 83 784.38	-				- 83 784.38		2 265.67	1 572.67	- 79 946.04
PPI Les Nouvelles Charmilles	21 174.82	-	-			21 174.82			470.28	20 704.54
CLASSE DEPART	20 881.01	-				20 881.01			2 657.18	23 538.19
S/TOTAL Accueils De Jour	21 114.09	-	-	-	-	21 114.09	-	2 265.67	6 902.57	30 282.33
A.E.M.O	- 413 979.70	-	1 706.80			- 412 272.90		22 604.34	39 474.66	- 350 193.90
S/TOTAL AEMO CLASSIQUE ET INTENSIVE	- 413 979.70	-	1 706.80	-	-	- 412 272.90	-	22 604.34	39 474.66	- 350 193.90
SERVICE ACCOMPAGNEMENT	- 2 019.67	-	-			- 2 019.67			-	- 2 019.67
SEP	139 812.52	-				139 812.52			- 6 431.36	133 381.16
S/TOTAL AEMO renforcé	137 792.85	-	-	-		137 792.85	-	-	- 6 431.36	131 361.49
AESF	3 573.51					3 573.51			- 534.60	3 038.91
FOYER SAINT NICOLAS	- 102 565.74	-	2 500.00	18 160.00		- 81 905.74		30 988.56	- 11 820.67	- 62 737.85
SYRMA	24 335.68		-			24 335.68			6 017.07	30 352.75
ARPE	- 31 402.09	-	-			- 31 402.09		6 719.52	3 164.03	- 21 518.54
EQUIPE MOBILE	1 764.00	-	-			1 764.00			- 1 765.00	1.00
DIAPASON AUTONOMISATION	69 493.57	-	-			69 493.57			23 671.39	93 164.96
DIAPASON	- 95 359.74	-	15 137.10			- 80 222.64			- 5 926.62	- 86 149.26
S/TOTAL CPOM-ASE	- 450 767.70	-	39 269.48	39 580.00	-	- 371 918.22	33 993.44	107 324.48	43 823.33	- 186 776.97
PLACEMENT FAMILIAL Spécialisé	82 697.07	- 323 933.00	13 220.42			228 015.51	90 779.47	25 127.05	- 357 462.51	- 469 571.50
PREVENTIONS CONFLANS	- 3 401.92	-	-			- 3 401.92			7 020.08	3 618.16
S.J.I.E	53 490.30	32 093.59	679.08			20 717.63			3 080.68	- 17 636.95
STAGE DE CITOYENNETE	- 9 961.06					- 9 961.06			3 494.93	- 6 466.13
SAEP	19 429.82					19 429.82			12 501.17	31 930.99
S.R.P.	- 9 098.93	-				- 9 098.93			- 6 700.34	- 15 799.27
S/TOTAL Autres Protection enfance	26 174.68	- 291 839.41	13 899.50	-	-	251 765.23	90 779.47	25 127.05	- 338 065.99	- 473 924.70
TOTAL PROTECTION DE ENFANCE	- 424 593.02	- 291 839.41	53 168.98	39 580.00	-	- 623 683.45	124 772.91	132 451.53	- 294 242.66	- 660 701.67
SESSAD	148 654.48	-	951.03		2 880.00	152 485.51			- 1 105.94	151 379.57
CMPP	- 61 805.66	-	2 710.86		3 880.00	- 55 214.80			8 631.00	- 46 583.80
BEL AIR	7 310.12				219.18	7 090.94			13 453.66	6 362.72
Insertion du BEL AIR	6 603.41	-				6 603.41			- 7 624.82	- 1 021.41
ITEP JEANNE CHEVILLOTTE	206 888.46		3 124.94		158 604.24	368 617.64			- 15 692.03	352 925.61
SESSAD du Mantois	32 404.22	-			44 202.00	76 606.22			- 1 617.07	74 989.15
ESAT EURYDICE Budget Social	- 42 948.64	-			36 962.39	- 5 986.25			5 986.25	0.00
SESSAD DIAPASON	- 28 672.05	-			27 963.21	- 708.84			-	- 708.84
S/TOTAL CPOM ARS	253 814.10	-	6 786.83	-	274 711.02	535 311.95	-	-	2 031.05	537 343.00
INFO - SOINS	- 19 820.97	28 534.28	14 858.66			23 571.97			27 096.97	50 668.94
TOTAL MEDICO-SOCIAL	233 993.13	28 534.28	21 645.49	-	274 711.02	558 883.92	-	-	29 128.02	588 011.94
CHAT CHRS	124 748.77		7 877.81			132 626.58			- 15 703.84	116 922.74
CRECHE du CHAT	-					-				-
HOTEL SOCIAL St Benoît Labre CHRS	2 660.18	- 8 977.35	5 073.32			- 1 243.85			- 2 789.69	- 4 033.54
CHRS LA PARENTHÈSE	151 117.19	- 27 649.95	800.40			124 267.64			- 1 700.35	122 567.29
MEDIANES MUJ	51 328.58	-	3 169.53			54 498.11			- 856.88	53 641.23
S/TOTAL CPOM DDETS	329 854.72	- 36 627.30	16 921.06	-	-	310 148.48	-	-	- 21 050.76	289 097.72
ACCUEILLIR : INSERTION - ASLL	- 39 171.91	-	-			- 39 171.91				- 39 171.91
ACCUEILLIR : AURIS (CHU)	20 226.90	-	-			20 226.90				20 226.90
ACCUEILLIR : FVV - OLYMPE	12 904.23	-	-			12 904.23				12 904.23
ACCUEILLIR : ELENCTOIT (ex ALTHO)	35 926.69	-	-			35 926.69				35 926.69
MATERN'ELLES	11 865.17	-	-			11 865.17				11 865.17
LOG'HAUT	30 544.04	-	-			30 544.04				30 544.04
CAP SANTE	- 17 294.13	-	-			- 17 294.13				- 17 294.13
TOTAL LCE	384 856	- 36 627	16 921	-	-	365 149	-	-	- 21 051	344 099
BUC RESSOURCES	213 375.16					213 375.16				213 375.16
BEL-AIR Caisse Ecole	633.20					633.20				633.20
NOUVELLE CHARMILLE - CHANTIER ECOLE	541.10					541.10				541.10
ESAT EURYDICE - SECTION ECONOMIQUE	20 761.84					20 761.84				20 761.84
TOTAL AUTRES ACTIVITES	235 311.30	-	-	-	-	235 311.30	-	-	-	235 311.30
BUC RESSOURCES	- 95 164.00					- 95 164.00				- 95 164.00
PLAJ	-					-				-
SEAY - ACTIVITES FISCALISEES	- 874.35					- 874.35				- 874.35
TOTAL SECTION ECONOMIQUE	- 96 038.35	-	-	-	-	- 96 038.35	-	-	-	- 96 038.35
TOTAL	- 973 734	- 299 932	92 309	46 180	289 318	- 845 860	124 773	132 452	- 291 642	- 880 277

## 2.4.3 Résultats comptables 2025

### Formation du résultat

	2021	2022	2023	2024	2025
1 / Résultat comptable - Gestion Contrôlée	-71 504	-499 688	-505 533	-132 271	194 256
2 / Résultat comptable - Frais de Siège	13 954	-22 364	-243 359	70 153	54 973
3 / Résultat comptable - Gestion libre	-159 228	-441 237	598 651	110 881	-1 362 235
4/ Résultat comptable - Autres Activités	13 473	126 525	136 044	53 733	139 273
<b>Résultat net comptable</b>	<b>-203 305</b>	<b>-836 764</b>	<b>-14 197</b>	<b>102 497</b>	<b>-973 734</b>

La gestion libre comprend les résultats des fonds propres de l'association ainsi que celui du dossier de consolidation.

### Gestion contrôlée : Passage du résultat comptable au résultat administratif

Les résultats de la gestion contrôlée, soumis aux autorités de contrôle, ont un caractère provisoire dans l'attente de leur arrêté définitif par les organismes compétents.

2025	Gestion contrôlée	Frais de siège	Total gestion contrôlée
<b>Resultat comptable</b>	<b>194 256</b>	<b>54 973</b>	<b>249 229</b>
Réintégration des résultats antérieurs	-299 932	0	-299 932
Réintégration des réserves de compensation de charges d'amortissement	91 736	573	92 309
Réintégration des réserves de compensation des mesures nouvelles	39 580	6 600	46 180
Réintégration des projets associatifs	274 711	0	274 711
Dépenses non opposables aux tiers financeurs	-28 941	-5 476	-34 417
<b>Résultat administratif</b>	<b>271 409</b>	<b>56 669</b>	<b>328 078</b>

### Tableau explicatif du résultat administratif

	2025
<b>A - Résultat administratif : Gestion Contrôlée &amp; Frais de siège</b>	<b>328 078</b>
Résultat Gestion libre	-1 163 880
Résultat Conso	-183 749
<b>B - Résultat - Gestion Libre</b>	<b>-1 347 628</b>
Résultat Buc Ressources	118 211
Résultat activités Eurydice	20 762
Résultat activités autres	300
<b>C - Résultat - Autres Activités</b>	<b>139 273</b>
<b>Total général (A+B+C)</b>	<b>-880 277</b>



## Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	Exercice 2025	Exercice 2024
<b>RESULTAT COMPTABLE</b>	- 973 734	102 497
Reprise du résultat antérieur	- 299 932	173 263
Compensation charges d'amortissement	92 309	72 281
Mesures Exploitations	46 180	-
Projet associatif	289 318	185 578
Rejet prov Créances douteuses	124 773	-
Dotation retraite	132 452	306 073
Congés payés	- 291 642	158 608
<b>EXCEDENT OU DEFICIT EFFECTIF GLOBAL (Résultat Adminis</b>	<b>- 880 277</b>	<b>998 299</b>
<i>Dont résultat sous gestion propre</i>	<i>- 1 208 355</i>	<i>184 480</i>
<i>Dont résultat sous gestion contrôlée et Frais de siège</i>	<i>328 078</i>	<i>813 819</i>

### 2.4.4 Réserves réglementées et provisions

Nature des provisions et réserves		Solde au début de l'exercice	Dotations exercice	Reprises exercice	Montant de fin d'exercice
RESERVES	RESERVES REGLEMENTEES				
	-INVESTISSEMENT	13 099 769	541 733	185 578	13 455 924
	-COMPENSATION	2 897 878	691 611	163 352	3 426 137
	-TRESORERIE	286 731	0	0	286 731
	AUTRES RESERVES	150 760	0	0	150 760
	RESERVE DE TRESORERIE	756 275	0	0	756 275
	AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES	0			0
	DIFFERENCES SUR REALISATIONS D'ACTIF	1 890 255	55 357	6 598	1 939 013
	<b>TOTAL 1</b>	<b>19 081 668</b>	<b>1 288 702</b>	<b>355 529</b>	<b>20 014 841</b>
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	PROVISIONS POUR LITIGE	210 282	82 663	88 300	204 645
	PROVISIONS POUR RETRAITE	1 732 449	54 404	430 401	1 356 451
	PROVISIONS TRAVAUX & GROSSES REPAR	126 671	0	0	126 671
	PROVISIONS POUR RISQUES & CHARGES	1 967 830	1 589 502	163 810	3 393 521
	<b>TOTAL 2</b>	<b>4 037 231</b>	<b>1 726 569</b>	<b>682 511</b>	<b>5 081 288</b>
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES , CORPORELLES & FINANCIERES	99 900	173 904	74 004	199 800
	SUR STOCKS ET ENCOURS	0	0	0	0
	SUR COMPTES CLIENTS	489 678	671 300	31 342	1 129 636
	AUTRES PROVISIONS POUR DEPRECIATION	0	0	0	0
	<b>TOTAL 3</b>	<b>589 578</b>	<b>845 204</b>	<b>105 346</b>	<b>1 329 436</b>
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>23 708 477</b>	<b>3 860 474</b>	<b>1 143 387</b>	<b>26 425 565</b>

### Commentaires sur les Réserves

#### Augmentation de l'exercice :

- 542 k€ d'affectation de résultat en réserves pour projet associatif ;
- 626 k€ en affectation de réserves de compensation des déficits ;
- 65 k€ en affectation de réserves de compensation des charges d'amortissements.

### ***Diminution de l'exercice***

- 186 k€ de reprises de projets associatifs ;
- 150 k€ de reprise de réserves de compensation de charges d'amortissement ;
- 12 k€ de reprise de réserves de compensation des déficits.

### **Commentaires sur les provisions**

#### **Provisions pour Risques et Charges**

La provision pour risque de litiges concerne les litiges à caractère prud'homal.

La provision destinée à couvrir les risques à caractère d'exploitation s'élève à 3 394 k€ au 31 décembre 2025. La dotation de 1.6 m€ concerne principalement :

- PRC Facturation des IDR 2025 du CD78 : 126 k€
- PRC Segur Axess 2025 CD78 : 579 k€
- PRC risque financement CPOM DDETS, CPOM ARS et CPOM CD : 520 k€
- PRC divers 365 k€.

## 2.4.5 Fonds dédiés

Nature des fonds dédiés	Solde au début de l'exercice	Dotations	Utilisations	Solde à la fin de l'exercice
<b>Subventions d'exploitation -CNR</b>	<b>1 712 002</b>	<b>881 609</b>	<b>- 467 576</b>	<b>2 126 034</b>
<i>Personnel / Renfort / Formation</i>	463 512	44 390	- 169 783	338 119
<i>Supervision - évaluation - analyse pratiques</i>	71 729	28 780	- 29 583	70 926
<i>Logiciels</i>	46 300		- 42 240	4 060
<i>Immos</i>	187 749	19 643	- 26 080	181 311
<i>Travaux</i>	107 046	4 203	- 10 738	100 511
<i>Subventions</i>	268 452	628 093	- 74 464	822 081
<i>Projet ESAT</i>	9 663		-	9 663
<i>Equipe Mobile</i>	76 377		-	76 377
<i>Renfort Sanitaire et sécurité</i>	101 853	-	- 11 245	90 608
<i>Séjours de répit</i>	0	141 343	- 54 400	86 943
<i>Projet Chat / Creche</i>	167 813		- 9 154	158 659
<i>Transport</i>	12 715	-	-	12 715
<i>Impact 2024</i>	1 297		- 1 272	25
<i>Aides à domicile et nuitées</i>	20 847	-	- 1 683	19 164
<i>QVT</i>	67 983	1 638	- 7 443	62 178
<i>Autres</i>	108 667	13 519	- 29 492	92 694
<b>Contributions financières d'autres organismes</b>	<b>-</b>			<b>-</b>
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>	<b>67 413</b>	<b>12 964</b>	<b>- 8 605</b>	<b>71 773</b>
<i>Don Foliateam</i>	8 934		- 3 506	5 428
<i>Mediation animale</i>	-		-	-
<i>Journée associative</i>	8 500			8 500
<i>E Road Trip</i>	10 224			10 224
<i>Autres</i>	39 755	12 964	- 5 099	47 620
<b>Provisions règlementées pour renouvellement des immobilisations</b>	<b>1 887 348</b>	<b>626 673</b>	<b>- 210 918</b>	<b>2 303 103</b>
<i>Projet SEAY / SI Datacenter</i>	26 868			26 868
<i>DIPA</i>	181 714		- 15 243	166 471
<i>Voiture</i>	170 167	37 082	- 25 035	182 213
<i>Evaluation externe</i>	3 424		-	3 424
<i>Construction</i>	188 333		- 3 333	185 000
<i>Projet construction ADJ</i>	-	300 000		300 000
<i>Travaux</i>	945 326	156 284	- 141 759	959 851
<i>Logiciels/Outils métiers</i>	198 724	53 399	- 16 942	235 181
<i>Photovoltaïque</i>	77 000			77 000
<i>QVT</i>	32 378	8 059	- 672	39 765
<i>Mobilier</i>	4 568		- 1 129	3 439
<i>Autres</i>	58 845	71 849	- 6 805	123 890
<b>TOTAL</b>	<b>3 666 763</b>	<b>1 521 246</b>	<b>- 687 099</b>	<b>4 500 911</b>

Les fonds dédiés représentent essentiellement le solde des crédits non renouvelables accordés pour des financements spécifiques : coopérations, formations, stagiaires, analyse des pratiques, travaux, renouvellement des immobilisations, aide à l'investissement durable...

Les provisions règlementées pour renouvellement d'immobilisations sont affectées en fonds dédiés.

Conformément à la réglementation comptable, les retraites financées par CNR sont dorénavant comptabilisées en Report à nouveau constitué de charges dont la prise en compte est différée.

## 2.4.6 Dettes financières

Organismes payeurs	Etablissements	Date obtention	Durée remboursement	Montant	Capital restant dû	Objet	Garantie
CAISSE DES DEPOTS	LES MUREAUX	31/12/2013	25ANS	600 000	335 434	Travaux Construction	Promesse d'affectation hypothécaire (600 000€)
CAISSE DES DEPOTS	SESSAD	23/11/2010	25 ANS	120 000	48 000	Travaux Construction	Cauton de 120000€ CDC assortie d'une promesse hypothécaire de 1er rang
CREDIT COOPERATIF	LES MUREAUX	15/10/2010	25 ANS	650 000	260 000		Souscription capital du crédit Coop / Garantie FGMOSS
CREDIT COOPERATIF	LES MUREAUX	12/01/2006	20 ANS	165 590	-	Acquisition d'un pavillon	Souscription capital du crédit Coop / Garantie FGMOSS
CREDIT COOPERATIF	ESAT	01/12/2020	18 ANS	1 220 000	960 337	Aménagement de locaux	Souscription capital du crédit Coop / Garantie FGMOSS
				<b>2 755 590</b>	<b>1 603 771</b>		

## 2.4.7 Détail des charges à payer

Charges sociales et fiscales	
Charges de personnel & congés payés & CET	3 333 569
Charges sociales, congés payés & CET	1 245 915
Charges fiscales & congés payés & CET	393 287
<b>Total</b>	<b>4 972 772</b>

Autres Charges à Payer	
Factures non parvenue	499 390
Autres charges à Payer	8 757
<b>Total</b>	<b>508 146</b>

## 2.5 NOTE RELATIVE AU COMPTE DE RÉSULTAT

### 2.5.1 Détail des produits comptables liés à l'activité de l'Association

Nature des financements	
Produits de la tarification	2 333 479
Dotation Globale	49 681 583
Subventions	10 520 195
Activités annexes	2 420 708
Autres produits	1 193 430
<b>Total Financement</b>	<b>66 149 395</b>

### 2.5.2 Legs, donations ou assurances-vie

PRODUITS	Montants
Montant perçu au titre d'assurances vie	-
Montant de la rubrique de produits "Legs ou donations" définie à l'article 213-9	-
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	-
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations	-
<b>TOTAL</b>	<b>-</b>

### 2.5.3 Détail des contributions volontaires

Répartition par nature de charges		Répartition par nature de ressources	
Mise à disposition gratuite de biens et prestations	16 727	Prestations en nature	
Prestations		Dons en nature	16 727
Personnel bénévole		Bénévolat	
<b>TOTAL</b>	<b>16 727</b>	<b>TOTAL</b>	<b>16 727</b>

La nature et l'importance des contributions volontaires en nature n'étant pas significatifs, l'Association a décidé de ne pas les comptabiliser.

Cependant, sur 2025 l'association a bénéficié d'un don de formations ainsi que d'un équipement sportif.

## 2.6 AUTRES INFORMATIONS

### 2.6.1 Engagements hors bilan

#### *Engagement de retraite*

Les engagements de retraite concernent les indemnités de départ des salariés qui n'ont pas fait l'objet d'une provision pour charges.

L'engagement au titre des départs à retraite s'élève à 4 298 K€ dont 1 356 K€ sont comptabilisés dans le bilan. Les engagements de retraite hors bilan s'élèvent à 2 942 K€.

Hypothèses retenues pour le calcul de la provision « Indemnités de départ à la retraite » :

Hypothèses retenues par la SEAY	
Date d'évaluation	30/11/2025
Taux d'actualisation	3.65%
Taux d'augmentation des salaires (inflation comprise)	1%
Convention collective	Accord de branche sanitaire, sociale et médico-sociale à but non lucratif (annexe2)
Taux de charges sociales et fiscales	Taux de charges réel
Table de mortalité	Table de mortalité INED 2011-2013
Taux de sorties des effectifs	Courbes décroissantes par âge
Conditions de départ en fin de carrière	Départ à l'initiative du salarié à 64 ans pour l'ensemble du personnel avec versement de l'indemnité de départ volontaire soumise à charges sociales.

### ***Cautions bancaires***

L'association s'est portée caution pour les emprunts concernant les SCI Louis Massotte, SCI Jaurès Kessel, SCI Mermoz Chantiers et SCI Briand les Mureaux.

- Emprunt SCI Louis Massotte : Construction d'un bâtiment d'enseignement :  
Principal : 3 120 k€ Engagement au 31.12.2025 : 2 166 k€
- Emprunt SCI Jaurès Kessel : Achat d'un bâtiment à Voisins le Bretonneux :  
Principal : 800 k€ Engagement au 31.12.2025 : 534 k€
- Emprunt SCI Mermoz Chantiers : Achat d'un bâtiment à Versailles :  
Principal : 5 990 k€ Engagement au 31.12.2025 : 4 657 k€
- Emprunt SCI Briand les Mureaux : Achat d'un bâtiment aux Mureaux :  
Principal : 549 k€ Engagement au 31.12.2025 : 389 K€

### ***Nantissements***

L'association dédit des parts faisant l'objet de nantissement au Crédit Coopératif pour 12.2 K€ au 31 décembre 2025.

Au titre de la garantie de l'emprunt de 1.22 M€ dans le cadre du financement de l'ESAT, une hypothèque conventionnelle de premier rang est consentie au profit du prêteur Crédit Coopératif à hauteur de 610 k€.

### ***Arrêts maladie et congés payés***

Dans plusieurs décisions en date du 13 septembre 2023, la chambre sociale de la Cour de cassation a mis en conformité le droit français avec le droit européen en matière de congés payés. Elle consacre le principe

selon lequel les salariés en arrêt maladie ou en accident, peu importe l'origine professionnelle ou non de celui-ci, continuent d'acquérir des congés payés pendant leur arrêt de travail. Elle lève par ailleurs la limite d'acquisition d'un an pour les salariés en arrêt à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle (AT/MP).

Ainsi une provision pour risque de 163 k€ figure dans les comptes de l'association pour les salariés ayant un contrat en cours dans l'association.

### ***Subvention d'investissement ESMS Numérique***

Une subvention ESMS Numérique a été accordée en 2024, au profit d'une grappe Sauvegarde des Yvelines, Sauvegarde de Paris, Association Devenir. A ce titre, la Sauvegarde des Yvelines se voit attribuer une subvention pour le compte de ces associations partenaires, et ensuite reverse leur part. Ainsi, dans un souci de transparence, il a été décidé de comptabiliser la subvention à recevoir pour 911 k€ et constater la part de 267 k€ à reverser au profit des 2 autres associations.

De la même manière, une subvention ESMS Numérique a été accordée en 2025, au profit d'une grappe Sauvegarde des Yvelines, Association Devenir. A ce titre, la Sauvegarde des Yvelines se voit attribuer une subvention pour le compte de ces associations partenaires, et ensuite reverse leur part. Ainsi, dans un souci de transparence, il a été décidé de comptabiliser la subvention à recevoir pour 206 k€ et constater la part de 150 k€ à reverser au profit de l'autre association.

### **2.6.2 Rémunération des administrateurs**

Les administrateurs agissent dans le cadre du bénévolat. A ce titre, ils ne touchent aucun émolument.

### **2.6.3 Ventilation de l'effectif salarié de l'association**

L'échelle des salaires entre les différentes catégories salariales est de 1 à 5.

Effectif total au 31/12		
Somme des salariés inscrits à l'effectif le 31 décembre (tout contrat / tout temps de travail)		
	2024	2025
Cadres Hiérarchiques	85	82
Cadres Fonctionnels	168	166
Administratifs	88	91
Educatifs, Sociaux	293	307
Assistants Familiaux	64	64
Paramédicaux	29	29
Services Généraux	97	103
<b>TOTAL</b>	<b>824</b>	<b>842</b>
<b>(hors stagiaires et apprentis)</b>		
Stagiaires	32	23
Apprentis	32	28
<b>TOTAL</b>	<b>888</b>	<b>893</b>

#### 2.6.4 Rémunération des dirigeants

En vertu de l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006, relative au volontariat associatif et à l'engagement associatif, le montant total des 3 plus hauts cadres dirigeants salariés ou bénévoles s'élève à 272 891 €.

#### 2.6.5 Honoraires du commissaire aux comptes

Honoraires des commissaires aux	
Honoraires afférents à la certification des comptes	53 390
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes	0
<b>TOTAL</b>	<b>53 390</b>